

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 19 Mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURL V2L ENVIRONNEMENT

44
ZA DU BAS PONT
35500 Taillis

Références : UD35/2026-218
Code AIOT : 0005518504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement EURL V2L ENVIRONNEMENT implanté Le Feudon OSSE 35410 Châteaugiron. L'inspection a été annoncée le 02/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL V2L ENVIRONNEMENT
- Le Feudon OSSE 35410 Châteaugiron
- Code AIOT : 0005518504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de transit et de traitement de déchets non dangereux (matières de vidanges de systèmes d'assainissement non collectifs).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Forage	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 4.1.2.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 4.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 7.7.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Surveillance de la lagune et des cuves de réception des matières de vidange	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 7.5.4	Demande d'action corrective	6 mois
7	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 7.5.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 1.2
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 1.2.3
8	détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence les difficultés de l'exploitant à respecter, pour l'échéance fixée, certaines dispositions relatives à la prévention du risque incendie sur ses installations et conduisent l'Inspection à proposer une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique 2791-1 Installation de traitement de déchets non dangereux, la capacité maximale de traitement de matières de vidange : 100 t/j (la lagune permettant de stocker 760m³ de fraction liquide de matière de vidange ainsi que la poche souple de 200m³ destinée au même usage sont connexes à l'activité de traitement)

Constats :

L'exploitant ne signale pas de modification des installations ni des conditions d'exploiter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 1.2.3					
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets					
Prescription contrôlée :					
Quantités annuelles maximales de déchets admises au sein de l'installation, codes déchets correspondants et origine géographique :					
Types de déchets	de	Volume ou quantité annuelle maximale	Code déchets	Origine géographique	Nature de l'opération subie au sein de l'établissement
Matières de vidange	de	5000 tonnes	20 03 04	Ille-et-Vilaine Loire Atlantique et Mayennes	Regroupement et traitement
Graisses		500 tonnes	19 08 09 20 01 25	Ille-et-Vilaine	Uniquement regroupement
Déchets végétaux	de	450 tonnes	20 02 01	Ille-et-Vilaine	Co-compostage avec la fraction solide de matières de vidange
Constats :					
<p>Comme constaté lors de l'inspection de 2021, l'exploitant confirme que l'activité de co-compostage de la fraction solide des matières de vidange n'est plus réalisée. Les déchets végétaux ne sont donc plus réceptionnés sur le site.</p> <p>La fraction solide des matières de vidange est déshydratée dans une benne de filtration avec ajout de polymères. Les jus de filtration rejoignent la lagune, tandis que la fraction solide déshydratée est envoyée vers l'entreprise SAVE à Cornillé.</p> <p>La déclaration GERE de l'année 2025 indique de 3106t de boues de fosses septiques et 183t de graisses ont été traitées sur le site.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 3 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 4.1.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
Prescription contrôlée : (...) La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3m ² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50m au-dessus du terrain naturel. (...) Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi qu le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à la disposition des services de contrôle.(...) La tête de puits est protégé de la circulation sur le site.
Constats : L'exploitant ne dispose pas du registre des volume prélevés mais indique de la consommation d'eau du forage, utilisée pour le lavage des filtres, outils et bennes, est limitée à 10 m ³ par mois. La tête de puits se situe au milieu du champ voisin de l'installation et est protégée par une dalle de propreté en béton surélevé par rapport au terrain naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 1 mois mettre en œuvre un registre des prélèvement mensuels de l'eau du forage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : (...) Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aire de stationnement, de chargement et déchargement, aire de stockage et autres surfaces imperméables, ainsi que les eaux de lavage, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur hydrocarbures avant d'être stockées dans la lagune de stockage présente sur le site. Ce dispositif de traitement est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage sont effectuées à une fréquence adaptée. (...)
Constats : Les voies de circulation, aires de stationnement, chargement et déchargement autour de l'installation ne sont pas imperméabilisées (voies et aires en gravillons stabilisés). Les eaux de lavage des filtres, outils et bennes sont récupérées dans la lagune après passage par un séparateur hydrocarbure. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les derniers bordereaux de suivis de déchets attestant de l'entretien de ce séparateur hydrocarbure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 1 mois transmettre à l'Inspection les bordereaux de suivi de déchet attestant de l'entretien périodique du séparateur hydrocarbure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Ressource en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - une réserve d'eau d'au minimum 120 m ³ située à moins de 100 mètres du risque à défendre et munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Cette réserve doit faire l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
Constats : Une bâche souple de 120m ³ est présente à l'entrée du site. L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que cette bâche a bien fait l'objet d'une réception par les services de secours, ni de présenter le dernier rapport de vérification des extincteurs du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous un délai de 1 mois transmettre à l'Inspection le dernier rapport de contrôle des extincteurs et sous un délai de 3 mois, le PV de réception de la bâche incendie de 120 m³.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance de la lagune et des cuves de réception des matières de vidange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 7.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : La lagune et les cuves de réception des matières de vidange font l'objet d'une vidange a minima annuelle lors de laquelle l'exploitant procède à un contrôle visuel afin de vérifier l'étanchéité de ces infrastructures. Ces contrôles font l'objet de compte-rendu tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En complément de ces contrôles réguliers, l'exploitant fait procéder tous les 5 ans à un contrôle de ces stockages par un organisme extérieur. L'exploitant assure la traçabilité des opérations préventives et curatives qu'il met en œuvre suite aux contrôles réalisés. L'exploitant met en œuvre un drainage circonférentiel assorti de regards de contrôle au niveau des cuves de réception des matières de vidange afin de s'assurer de leur étanchéité.
Constats : L'exploitant indique réaliser en moyenne 4 vidanges par an de la lagune et des cuves de réception et procéder à un contrôle visuel de ces dernières mais n'est pas en mesure de présenter à l'Inspection un compte-rendu de ces contrôles. Il prévoit de réaliser le contrôle quinquennal des stockages par un organisme extérieur à l'été 2026. L'Inspection a pu constater la présence du drainage circonférentiel assorti de regards autour des cuves de réception des matières de vidange.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 6 mois transmettre à l'Inspection le compte-rendu du contrôle visuel de vérification de l'étanchéité des structures et du contrôle par un organisme extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire, puis convergent vers la lagune de stockage présente sur le site. Le volume nécessaire à ce confinement est de 128m3. L'exploitant est en mesure de s'assurer en permanence qu'un volume libre suffisant est disponible dans cette lagune afin de permettre ce confinement.(...)
Constats : L'exploitant indique que les eaux d'extinction en cas incendie seront collectées dans la lagune. Il ne dispose pas actuellement de moyen pour s'assurer que le volume de 128 m ³ nécessaire à ce confinement est toujours disponible mais propose d'ajouter un repère de niveau à ne pas dépasser pour garantir la disponibilité de ce volume dans la lagune (l'atteinte de ce niveau déclencherait une opération d'épandage ou une vidange partielle dans le stockage annexe de 200m3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 1 mois transmettre à l'Inspection la consigne de gestion des niveaux de la lagune permettant de garantir à tout instant la disponibilité des volumes nécessaires au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>(...) Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. (...)</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.</p>
Constats : <p>L'installation n'apparaît pas concernée par ces dispositions, les déchets combustibles susceptibles d'être présents sur site étant assimilables à des petits îlots :</p> <ul style="list-style-type: none">- refus de dégrillage stockés en benne extérieure de 10 m³,- cuve à graisse stockés en cuve extérieure de 30 m³,- cuve à hydrocarbures stockés en cuve extérieure de 30 m³.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. (...) Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan de défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 3 mois transmettre à l'Inspection et au service d'incendie et de secours le plan de défense incendie (PDI) du site contenant les informations requises par l'article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023. Ce PDI doit également être mis à disposition des services de secours à l'entrée du site dans les

mêmes délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : (...) Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. (...)
Constats : L'exploitation n'a pas encore réalisé d'exercice incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 4 mois réaliser un exercice incendie permettant de tester l'appropriation du PDI par le personnel. Cet exercice sera réalisé sur la base d'un scénario défini à l'avance et fera l'objet d'un compte-rendu permettant d'établir un plan d'actions à partir des points forts et axes de progrès identifiés. Le compte-rendu d'exercice et le plan d'actions seront transmis à l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois